

dant le discours du député de Crowfoot (M. Horner). Il semble un peu honteux de la mesure qu'il doit présenter à la Chambre. Il en a honte parce qu'il ne peut répondre aux questions que lui posent maintenant les producteurs agricoles partout au pays.

En regardant le communiqué du ministre daté du 7 mai, il semble que si quelqu'un veut se faire du capital politique, c'est le ministre. A mon avis, c'est mesquin de la part du ministre. On peut le dire avec raison quand quelqu'un devient aussi susceptible que le ministre. Dans son communiqué du 7 mai, il mentionne la prétendue obstruction à la Chambre, qui nuit à tous les agriculteurs de l'Ouest. Ceux qui s'intéressent à la production agricole s'inquiètent peu qu'on ait recours à la Chambre à des moyens mesquins pour forcer l'adoption d'une mesure qui, à la longue, ne sera pas dans le meilleur intérêt de l'agriculture.

Cela m'étonne que nous ne puissions pas diviser ces deux chiffres, dont l'un est le chiffre de 100 millions de dollars que le gouvernement présente à qui veut l'entendre comme la somme devant revenir aux agriculteurs. Dans son communiqué, le ministre dit:

Tant que ces députés continuent à chercher davantage à amasser du capital politique à la Chambre des communes qu'à aider les cultivateurs des prairies à récolter les bienfaits des nouvelles mesures, la Chambre ne peut pas s'attaquer à la masse énorme des autres projets de loi dont elle doit s'occuper.

Je prétends que les députés de l'opposition sont les seuls à s'intéresser à l'économie agricole. Le premier ministre (M. Trudeau), qui a pris aujourd'hui le nom de «Polichinelle», ne se soucie pas vraiment du sort des cultivateurs de l'Ouest du Canada. Il semble qu'avec deux portefeuilles, celui de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et la charge de la Commission canadienne du blé, le ministre ne soit pas intéressé à s'occuper de l'un ou de l'autre, autrement il dirait qu'il ne peut s'occuper des deux à la fois qui sont tous deux extrêmement importants pour les Canadiens. S'il était logique et raisonnable, il signifierait au premier ministre qu'il ne peut assumer ces deux portefeuilles. S'il a ces deux responsabilités, ce sont sans doute ses hauts fonctionnaires qui tirent les ficelles.

Je me plais à penser que le ministre s'occupe de l'économie agricole. En lisant son dernier communiqué, je me suis demandé si le ministre voulait dire que c'était infiniment regrettable, mais qu'il nous fallait adopter à toute vapeur cette loi qui est dénuée de sens pour tout le monde, surtout pour les producteurs agricoles qui ne la comprennent pas. Comme je le disais l'autre jour, notre ministre n'était pas en très bons termes avec le premier ministre de la Saskatchewan. Il doit s'être mis dans les bonnes grâces de ce grand personnage il n'y a pas longtemps. Dans l'allocution qu'il faisait à Morse, le premier ministre de la Saskatchewan disait qu'il ne voulait pas risquer de prédire quand se tiendraient les élections en Saskatchewan, mais il ajoutait:

Il serait très agréable que les cultivateurs aient ces chèques avant l'élection.

J'ai l'impression que le premier ministre de la Saskatchewan est de mèche avec notre ministre et que les deux essaient d'imposer aux producteurs du pays une

[M. Skoberg.]

mesure dont l'application échappe à l'homme de la rue. Je suis sûr que tous les députés se rendent compte qu'il nous faut planifier si nous voulons assurer l'essor de notre pays. Mais, quand il s'agit de définir les mesures à prendre sur le plan agricole, il ne suffit pas de tirer des plans sur la comète. Il n'y a pas très longtemps, on a demandé au premier ministre, au cours d'une interview, quels étaient, selon lui, les vrais problèmes de l'agriculture. Il a alors déclaré ceci, et je cite:

Lorsque vous parlez de désenchantement, je devrais peut-être commencer par vous dire, bien franchement, que j'ai l'impression que, dans un certain sens, l'Ouest est toujours désenchanté.

Voilà qui illustre à merveille l'intérêt que le premier ministre et son cabinet portent aux cultivateurs de l'Ouest. A leurs yeux, cette partie de notre pays ne compte absolument pas. Il serait temps que nous nous rendions compte que le gouvernement actuel se fiche éperdument du sort des cultivateurs. Au cours de la même interview, le premier ministre a encore déclaré:

S'il en est ainsi, il ne s'agit pas tant de prendre des mesures précises pour dissiper le mécontentement, mais de convaincre l'Ouest que le meilleur moyen de combattre ce sentiment est de livrer carrément bataille.

Le premier ministre recommande aux cultivateurs de livrer carrément bataille pour obtenir leur dû. Le ministre, les autres membres du cabinet et les ministériels nous accusent d'essayer d'empêcher l'adoption d'un bill qui n'est pas conforme aux intérêts actuels de l'économie agricole. Au cours de la même interview, le premier ministre a dit:

C'est précisément ce que nous avons fait au Québec. Je parle maintenant en tant que Québécois et Canadien français. Le Québec était extrêmement mécontent d'Ottawa et cela aurait mené à la dissolution du pays.

Je crois que cette interview a eu lieu avant la prétendue menace d'insurrection au Québec, à un moment où le premier ministre croyait avoir le Québec entièrement sous sa coupe, et pouvoir faire exactement ce qu'il voulait. Si le premier ministre croit avoir maintenant une part quelconque du Canada sous sa coupe, il ferait mieux de réexaminer la situation, car ce n'est certainement pas vrai.

Puis-je signaler qu'il est 5 heures, monsieur l'Orateur?

## MOTION D'AJOURNEMENT

### QUESTIONS À DÉBATTRE

[Français]

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre de la question qui sera soulevée ce soir au moment de l'ajournement: l'honorable député de Portneuf (M. Godin)—L'industrie—Programmes d'aide aux fabricants de chaussures.

Comme il est 5 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des mesures d'initiative parlementaire qui figurent au *Feuilleton* d'aujourd'hui, savoir les avis de motions.